



Rapports du commissaire à l'environnement et au développement durable

Cinq rapports sur des programmes liés aux efforts du gouvernement fédéral face à la crise climatique



«Comme les changements climatiques sont une crise intergénérationnelle et que la marge d'action rétrécit avec le temps qui passe, il est essentiel que le Canada transforme ses engagements et ses plans en des mesures et des résultats concrets. Notre avenir en dépend.» — Jerry DeMarco, commissaire à l'environnement et au développement durable du Canada.

Le 26 avril 2022, le commissaire à l'environnement et au développement durable du Canada a remis au Parlement cinq rapports sur des programmes liés aux efforts du gouvernement fédéral face à la crise climatique. Les rapports complets et leurs résumés sont accessibles [ici](#). La déclaration du commissaire Jerry DeMarco est accessible [ici](#).

Voici les principales conclusions de chaque rapport :

Rapport 1 : Une transition équitable vers une économie à faibles émissions de carbone

- Le **gouvernement fédéral n'était pas prêt à appuyer une transition équitable** vers une économie à faibles émissions de carbone.
 - Les prestations et les programmes fédéraux n'étaient pas à la hauteur pour assurer une transition équitable aux travailleuses et travailleurs de l'industrie du charbon.
 - Emploi et Développement social Canada et les agences de développement régional avaient utilisé des mécanismes déjà en vigueur pour aider les collectivités, les travailleuses et les travailleurs touchés, mais qu'ils n'avaient pas réussi à assurer une transition équitable.
- **Recommandations** ([liste complète](#))
 - Officialiser une structure de gouvernance qui garantirait que tous les ministères et agences disposent de rôles, de responsabilités et d'obligations redditionnelles clairement définis pour faire progresser les mesures de soutien fédérales en faveur d'une transition équitable.
 - Les ministères et agences concernés devraient collaborer à l'évaluation et au suivi des résultats qui favorisent une transition équitable, et en rendre compte.

Rapport 2 : La Stratégie pour un gouvernement vert

- Selon une étude commandée par le Secrétariat du Conseil du Trésor, une réduction de 91 % des émissions au titre des installations d'ici à 2050 coûterait près de 9 milliards de dollars, mais permettrait de réaliser des économies d'environ 6,2 milliards de dollars. **Le coût net serait donc de 2,8 milliards de dollars.**



Rapports du commissaire à l'environnement et au développement durable

- Nous avons constaté que le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada avait défini la Stratégie pour un gouvernement vert en y **intégrant des éléments importants, mais qu'il manquait certains détails** sur les plans du gouvernement.
- **Recommandation** ([liste complète](#))
 - Le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada devrait déclarer toutes les sources fédérales d'émissions de gaz à effet de serre, de manière claire et exhaustive, dans un rapport annuel.

Rapport 3 : Le potentiel de l'hydrogène pour réduire les émissions de gaz à effet de serre

- Nous avons constaté qu'Environnement et Changement climatique Canada et Ressources naturelles Canada utilisaient des **hypothèses irréalistes pour modéliser le potentiel de réduction des émissions de gaz à effet de serre de l'hydrogène**.
- Ressources naturelles Canada a surestimé le potentiel de l'hydrogène pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre.
- Environnement et Changement climatique Canada s'est appuyé sur des politiques qui n'avaient pas encore été annoncées pour justifier que son plan était suffisant pour atteindre la cible originale de 2030.
- Dans sa modélisation, Ressources naturelles Canada n'avait pas pris en compte la façon dont l'approvisionnement en hydrogène serait déployé ni les coûts associés pour satisfaire à la demande projetée.
- **Recommandation** ([liste complète](#))
 - Ressources naturelles Canada devrait réaliser une modélisation exhaustive ascendante pour l'utilisation de l'hydrogène.

Rapport 4 : Le financement d'infrastructures adaptées au climat — Infrastructure Canada

- Infrastructure Canada **a réduit les exigences de l'Optique des changements climatiques** (outil qui sert à évaluer si les projets proposés pourraient accroître la résistance aux effets des changements climatiques et réduire les émissions de gaz à effet de serre) en 2021.
- Infrastructure Canada **avait mal géré les informations sur le climat** soumises dans les présentations de projet.
- Les exigences affaiblies de la seconde version de l'Optique avaient nui à la capacité d'Infrastructure Canada d'évaluer et de regrouper les résultats attendus des projets qu'il finançait en matière d'atténuation des changements climatiques et de résilience à l'échelle des programmes.
- **Recommandation** ([liste complète](#))
 - Infrastructure Canada devrait exiger que les informations soient préparées selon des critères de qualité clairs, précis et reconnus mondialement que les promoteurs seront tenus de respecter lorsqu'ils présenteront dans leurs propositions de projet.



Rapports du commissaire à l'environnement et au développement durable

Rapport 5 : La tarification du carbone — Environnement et Changement climatique Canada

- **Les exigences peu contraignantes des programmes à l'intention des grands émetteurs ont réduit l'efficacité de la tarification du carbone.**
- Environnement et Changement climatique Canada n'avait pas défini de critères dans le modèle fédéral qui obligerait les administrations à évaluer et à recenser des mesures pour atténuer **le fardeau disproportionné de la tarification du carbone sur les groupes vulnérables.**
 - Certains groupes, notamment les Autochtones, continuaient d'être touchés de façon disproportionnée par la tarification du carbone.
- L'information publique nécessaire à la comparaison des systèmes provinciaux ou territoriaux au modèle fédéral était limitée.
- **Recommandations** ([liste complète](#))
 - Environnement et Changement climatique Canada devrait travailler avec les provinces et les territoires afin de déterminer une approche visant à réduire au minimum les risques de compétitivité nationale, tout en améliorant l'efficacité.
 - Environnement et Changement climatique Canada devrait évaluer le fardeau des systèmes de tarification du carbone imposé à certains groupes, comme les peuples autochtones et publier des rapports sur ce sujet.